



PRÉFÈTE DE CÔTE-D'OR

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de Bourgogne-Franche-Comté

Service Biodiversité Eau Patrimoine

ARRETE N°

21-2017-10-24-001

**Arrêté portant dérogation à l'interdiction
de détruire, altérer, dégrader des sites
de reproduction ou des aires de repos
de spécimens d'espèces animales protégées
et capturer ou de détruire
des spécimens d'espèces animales protégées
dans le cadre du Projet d'extension
de l'Installation de stockage de déchets
dangereux Écopôle des Grands-Moulins,
sur les communes de Drambon et Pontallier-sur-
Saône en Côte-d'Or**

**la Préfète de la région Bourgogne-Franche-Comté
Préfète de la Côte-d'Or
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.411-1 et L.411-2 et les articles R.411-1 à R.411-14 ;

Vu le décret n°97-34 du 15 janvier 1997 modifié et le décret n°97-1204 du 19 décembre 1997 modifié relatifs à la déconcentration des décisions administratives individuelles, notamment en matière de capture d'espèces animales protégées ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 19 février 2007 modifié fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L.411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 fixant la liste des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

Vu l'arrêté du 19 novembre 2007 fixant les listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

Vu l'arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

Vu l'arrêté préfectoral n°249/SG du 15 mai 2017 donnant délégation de signature à M Thierry VATIN directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement de la région Bourgogne-Franche-Comté, concernant la compétence départementale en Côte-d'Or ;

Vu la décision n°21-2017-05-19-003 du 19 mai 2017 portant subdélégation de signature aux agents de la DREAL pour les missions sous autorité de la préfète de la Côte-d'Or ;

Vu la demande de dérogation au régime de protection des espèces formulée par SITA FD devenue SUEZ RR IWS minerals France ;

Vu l'avis de l'Expert délégué du Conseil National de Protection de la Nature en date du 14 septembre 2016 ;

Vu la consultation du public du 15 septembre 2016 au 30 septembre 2016 ;

Considérant que la demande de dérogation porte sur l'extension d'une installation de stockage de déchet inerte et l'installation d'une plateforme de tri, transit et préparation de déchets industriels dangereux et de déchets non-dangereux ;

Considérant l'intérêt de l'opération pour la santé et la salubrité publique ;

Considérant que la demande de dérogation ne nuit pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces protégées concernées dans leur aire de répartition naturelle ;

Considérant que la demande de dérogation porte sur l'extension d'une installation de stockage de déchets dangereux, la création d'une plateforme de tri, transit et valorisation de déchets inertes, la modification d'une installation de stockage de déchets inertes, la modification d'une installation de tri, transit et valorisation de terres polluées et assimilées et de machefers issus de déchets non dangereux et dangereux et la création d'une installation de tri, transit et valorisation de déchets industriels dangereux ;

Sur proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté,

ARRETE

Article 1^{er} : Identité du bénéficiaire

Le bénéficiaire de la dérogation est SUEZ RR IWS minerals France", dont le siège social est situé 16 place de l'Iris Tour CB21 92040 Paris-La-Défense, représenté par M François GRUX, en qualité de Directeur général délégué.

Il est responsable du respect des dispositions correspondantes du présent arrêté.

Article 2 : Nature de la dérogation

Le bénéficiaire défini à l'article 1 est autorisé, dans le cadre du projet d'extension de l'Installation de stockage de déchets dangereux et du projet de modification de l'installation de tri, transit et valorisation de terres polluées et assimilées, de machefers issus de déchets non dangereux et dangereux, sur les communes de Drambon et Pontaillier-sur-Saône en Côte-d'Or, sous réserve du respect des modalités définies à l'article 4 du présent arrêté :

- pour le Hérisson d'Europe, le Muscardin, le Cuivré des marais, la Couleuvre à collier, le Léopard des murailles et la Musaraigne aquatique à déroger aux interdictions de capture ou d'enlèvement et de destruction de spécimens d'espèces animales protégées ;

- pour le Bouvreuil pivoine, la Pie-grièche écorcheur, la Fauvette grisette, le Pouillot fitis, le Bruant jaune, la Chouette chevêche, la Rousserolle effarvée, le Pipit des arbres, la Buse variable, le Chardonneret élégant, le Verdier d'Europe, le Grimpereau des jardins, le Coucou gris, la Mésange bleue, le Pic épeiche, le Bruant zizi, le Rougegorge familier, le Faucon crécerelle, le Pinson des arbres, l'Hypolaïs polyglotte, le Rossignol Philomèle, la Bergeronnette grise, la Bergeronnette printanière, le Lorient d'Europe, la Mésange charbonnière, le Moineau domestique, le Rougequeue noir, le Pouillot véloce, le Pic vert, la Mésange nonnette, le Tardif pâle, le Serin cini, la Sittelle torchepot, la Chouette hulotte, la Fauvette à tête noire, le Troglodyte mignon, la Barbastelle d'Europe, le Grand murin, la Noctule commune, la Noctule de Leisler, la Pipistrelle de Kuhl, le Murin à moustaches, le

Murin de Daubenton, la Pipistrelle commune, la Sérotine commune, l'Oreillard gris, le Murin d'Alcathoe, la Pipistrelle soprane, le Hérisson d'Europe, le Muscardin, le Cuivré des marais, la Couleuvre à collier, le Léopard des murailles, la Musaraigne aquatique, le Martin-pêcheur d'Europe, le Milan noir, le Martinet noir, le Héron cendré, le Choucas des tours, l'Hirondelle de fenêtrées, l'Hirondelle rustique, l'Effraie des clochers, le Vanneau huppé, le Pic noir, l'Alouette Lulu, la Bondrée apivore, le Moineau friquet, le Torcol fourmilier, la Linotte mélodieuse, le Bruant proyer, la Locustelle tachetée, le Grosbec casse-noyaux, la Fauvette des jardins, l'Accenteur mouchet, l'Épervier d'Europe et la Bergeronnette des ruisseaux à déroger aux interdictions d'altérer, dégrader des sites de reproduction ou des aires de repos de spécimens d'espèces animales protégées.

Nota : toutes les espèces sont désignées suivant les noms vernaculaires répertoriés dans les bases de données de l'Inventaire National du Patrimoine Naturel.

Article 3 : Localisation

Les dérogations aux interdictions listées à l'article 2 sont accordées sur les communes de Drambon et Pontallier-sur-Saône dans le département de la Côte-d'Or.

Article 4 : Conditions de la dérogation

La présente dérogation est délivrée sous réserve du respect des conditions énoncées aux articles 4.1 à 4.5 ci-après.

Dans le cas où les mesures telles que prévues au présent arrêté ne pourraient être mises en œuvre du fait de difficultés techniques ou foncières, le bénéficiaire devra en informer sans délai le service Biodiversité Eau Patrimoine de la DREAL de Bourgogne-Franche-Comté, pour validation préalable des modifications.

Pour les mesures nécessitant une acquisition foncière ou la mise en place d'un conventionnement, si les démarches engagées ne pouvaient aboutir sur l'ensemble des sites avant le début des travaux, sous réserve de justification de difficultés non imputables au bénéficiaire, celui-ci pourra les mettre en œuvre au plus tard sous 2 ans à compter de la date de démarrage des travaux.

Dans le cadre de cette autorisation, pour les documents nécessitant une validation préalable du service Biodiversité Eau Patrimoine de la DREAL de Bourgogne-Franche-Comté, le silence gardé pendant deux mois vaut décision d'acceptation.

Article 4.1 Mesure d'évitement

Les zones suivantes sont soustraites de l'emprise du projet :

- le fossé où se trouvent les cressonnières et l'Agrion de Mercure ;
- une surface de 1,96 ha de milieux boisés est évitée, où sont situés en particulier 13 gîtes à Chauves-souris sur les 17 gîtes recensés dans l'aire d'étude du projet ;
- une partie des prairies humides (0,8 ha) permettant la reproduction du Cuivré des marais est évitée.

La localisation des mesures d'évitement est présentée en annexe 1 au présent arrêté.

Article 4.2 Mesure de réduction

Adaptation des périodes de travaux

Le lancement des travaux ne devra pas se dérouler au cours de la période de reproduction des espèces protégées. Notamment, afin d'éviter tout risque de perturbation ou destruction d'individus de chauves-souris ou d'oiseaux, le défrichage des massifs boisés devra avoir lieu entre le 1er septembre et le 1^{er} mars. Toutes phases des travaux concernant les milieux propices à la nidification des oiseaux devront éviter la période allant du 1er avril au 31 juillet.

Afin de réduire les effets directs et indirects du projet sur la faune, l'abattage des arbres sera réalisé avec les précautions suivantes :

- Repérage des arbres à enjeux avant tous travaux forestiers. Un expert écologue sera missionné avant chaque campagne de travaux pour marquer ces arbres ;
- Pour les arbres recouverts de lierre, celui-ci sera enlevé deux mois avant l'abattage de l'arbre, ainsi les chauves-souris ne pourront pas se cacher dans les interstices entre le lierre et le tronc ;

- Contrôle de la présence potentielle de chauve-souris par prospection des cavités, repérage de guano ;
- Pour un gîte où la présence de chauve-souris est affirmée, le colmatage de l'entrée du gîte sera réalisé une heure après l'envol complet des individus au crépuscule. La coupe de l'arbre pourra être ensuite réalisée à moins d'un mètre au-dessus du sol ;
- De manière générale, les branches des arbres ne seront pas élaguées pour amortir la chute des arbres et éviter les risques de mortalité sur les colonies de chauves-souris ;
- Pour tout gîte repéré par un chiroptérologue expert, l'arbre pourra être abaissé à l'aide de cordes et laissé au sol durant 48 heures, l'entrée face au ciel pour permettre aux chauves-souris de quitter le gîte ;
- Dans le cas où des chiroptères sont en phase d'hibernation dans un gîte arboricole, l'arbre-gîte ne pourra être coupé qu'à la fin de la période d'hibernation.

Maintien et restauration des déplacements faunistiques : plantation de haies

Afin de favoriser les déplacements d'espèces, le réseau de haie doit être restauré et développé. La localisation du réseau de haies est cartographiée en annexe 2 au présent arrêté.

Les espèces qui seront utilisées seront des espèces indigènes, et les variétés ornementales ne seront pas utilisées pour la création de ces haies. Seules les variétés sauvages et non les variétés hybrides pourront être utilisées. Devront être utilisés le Frêne (*Fraxinus excelsior*), à tailler en trogne, l'Érable champêtre, le Charme, à tailler en trogne, le Pommier sauvage, le Fusain d'Europe, la Viorne lantane, le Prunellier, le Cornouiller sanguin. Des noisetiers greffés seront également plantés et entretenus en faveur du Muscardin.

Neutralisation des bassins de décantation

Les bassins de décantation peuvent être un piège mortel pour de nombreuses espèces animales. Ils devront être équipés d'un système permettant d'éviter la noyade, notamment des micro-mammifères.

Création de deux hibernaculums

Les habitats de substitution pour les reptiles consistent en des zones favorables pour l'insolation et pour le repos hivernal. Le principe de l'hibernaculum répond à ces deux exigences :

- Son installation en talus ou sa forme en butte génère des zones exposées au soleil, idéales, pour la thermorégulation ;
- La partie inférieure enfouie avec de nombreux interstices est une zone refuge idéale pour la période nocturne et hivernale.

Le mode de fabrication des deux hibernaculums se fera avec utilisation de matériaux type brique et tuile. Le mode opératoire ci-dessous pourra être adapté avec validation d'un écologue :

- Une tranchée de 3m de long sur 70cm de large est creusée ;
- Couche de drainage au fond avec graviers et galets grossiers ;
- Branchages et briques dans le fond, de façon à aménager une cavité, avec pose d'accès pour les reptiles, sous la forme par exemple d'un tuyau béton type de drainage ;
- Remplissage par des branchages, « troncs » coupés, tuiles et briques en ménageant des anfractuosités jusque 50 cm au-dessus de la surface du sol, recouvert d'un substrat terreux non compacté (niveau final environ plus 70 cm).

Installation de gîte pour les hérissons

Deux gîtes à hérissons seront installés sous des haies propices à l'espèce. Ils devront faire l'objet d'un entretien annuel préalablement à la période d'hibernation pour éviter le développement de parasites.

Article 4.3 Mesure d'accompagnement

Sans Objet.

Article 4.4 Mesures de compensation

Acquisition d'un boisement dans la zone de continuité écologique identifiée à proximité de la zone d'étude du projet

Il s'agit de créer un îlot de sénescence sur 2.2 ha. Aucune intervention sylvicole ne doit être faite sur ce boisement, qui sera laissé en libre évolution :

- Interdiction d'effectuer des coupes à blanc ;

- Maintenir le milieu forestier sans aucune intervention (sauf sur les lisières en cas de danger avéré) avec conservation du chablis, des chandelles et des arbres sénescents.
- Les arbres possédant de belles fissures, cavités et creux seront conservés pour la reproduction et le gîte des espèces patrimoniales identifiées, notamment les chauves-souris.

Création de milieux prairiaux bocagés favorables à l'avifaune

Le but est d'obtenir très rapidement une prairie qui soit fonctionnelle pour les oiseaux. Les cultures seront converties en prairie grâce à un semis d'espèces végétales adaptées au site.

Un semi prairial d'espèces adaptées au site sera fait pour obtenir un couvert végétal rapide, et le roulage de la parcelle après le semis. Cela permettra d'avoir une prairie permanente l'année N+1 des semis. Les espèces à utiliser sont : la Phléole des prés (*Phleum pratense*), l'Avoine élevée (*Arrhenatherum elatius*), le Dactyle aggloméré (*Dactylis glomerata*), le Vulpin des prés (*Alopecurus pratensis*), la Fétuque des prés (*Festuca pratensis*) ou encore les Fétuques rouges (*Festuca gr. rubra*), le Lotier corniculé (*Lotus corniculatus*) et le Trèfle rampant (*Trifolium repens*). Tout cela avec quelques espèces messicoles comme le Coquelicot (*Papaver rhoeas*), le Bleuet (*Cyanus segetum*) ou encore la Nielle des blés (*Agrostemma githago*).

Il sera préféré la recherche de semences sauvages et non des semences modifiées génétiquement. Les amendements organiques (fumiers, lisiers, etc.) seront proscrits, ainsi que les amendements minéraux (granules d'engrais azotés, soufrés, phosphorés, etc.).

Les fauche de mise en forme seront faites à la sortie de l'hiver, jusqu'au 15 mars au plus tard, et à l'entrée de l'hiver au mois de novembre. La fauche sur ces parcelles est proscrite entre le 15 mars et le 15 juin. Il est possible de faucher du 15 juin au 31 juillet.

Une deuxième fauche sur le regain est possible en fin d'été ce qui permettra d'avoir un foin de qualité plus énergétique, mais en quantité assez faible.

La fauche sera centrifuge et non centripète, ce qui permet de ne pas piéger les animaux au centre de la parcelle, afin d'éviter les mortalités de spécimens écrasés ou fauchés par les engins.

Conversion de culture en prairie humide à Cuivré des marais et gestion appropriée

Le but est d'obtenir une prairie qui soit fonctionnelle pour le Cuivré des marais qui soit du même type de celle où l'espèce a été observée lors de l'étude d'impact. Ainsi, il faudra utiliser les rémanents de fauche des prairies humides qui seront détruites sur la zone sud. Il ne sera pas utilisé des rémanents de fauche des prairies à Cuivré actuelles sauvegardées, ceci afin de ne pas risquer d'impacter des chenilles.

Une fauche tardive des prairies de la zone sud sera effectuée afin d'utiliser les graines des espèces présentes (fauche au mois de juillet). Les balles de foin récoltées seront étalées sur les parcelles à restaurer. Ces parcelles ayant fait préalablement l'objet d'un apport de matière organique afin d'enrichir ces parcelles cultivées intensivement.

Les prairies humides créées seront fauchées tardivement, après le 1^{er} octobre (ceci permet de préserver une flore suffisamment variée pour l'espèce). Une rotation triennale sera effectuée sur les parcelles. Une bande enherbée de 5m sera laissée au bord du cours d'eau et fauchée bisanuellement et seulement après le 1^{er} octobre. Le but est de favoriser des espèces comme la Salicaire qui sont butinées par ce papillon, tout en limitant les ligneux.

La localisation de ces mesures est présentée en annexe 3 au présent arrêté.

Article 4.5 Modalités de suivi

Des suivis devront être réalisés sur une durée de 20 ans. Les suivis feront l'objet d'un protocole à soumettre à validation du service Biodiversité Eau Patrimoine de la DREAL Bourgogne-Franche-Comté au cours de la première année d'autorisation.

Les objectifs de ce suivi sont :

- évaluer la pertinence des mesures de gestion mises en œuvre au travers de l'évolution des habitats naturels en fonction de l'objectif écologique fixé (amélioration, création ou renaturation d'habitats) ;
- étudier l'évolution des populations et des espèces protégées concernées à intégrer dans un suivi des populations et des espèces à l'échelle de l'infrastructure ;
- établir un retour d'expérience sur ce type de restauration de milieux en faveur de la faune ;
- réajuster certaines modalités de gestion ou de restauration afin d'optimiser la plus-value environnementale de chaque mesure.

Ce suivi fera l'objet de compte-rendus, qui seront transmis au plus tard le 31 décembre de l'année du suivi au service Biodiversité Eau Patrimoine de la DREAL.

Chaque compte-rendu comprendra, outre les évaluations des mesures et éventuelles propositions d'action, a minima, les éléments suivants relatifs aux inventaires, lesquels devront également être fournis au format tableur informatique :

- le nom de l'opérateur ;
- les noms scientifique et vernaculaire de chaque espèce ;
- le lieu d'observation (coordonnées GPS, si possible en Lambert 93 ou préciser la projection) ;
- la date de l'opération.

Ces données seront intégrées dans les bases de données de la DREAL. La DREAL pourra librement utiliser tous acquis bruts ou transformés relatifs à la connaissance des milieux naturels et des espèces (rapports et documents graphiques et cartographiques, données floristiques et faunistiques, données géographiques...), même partiels. Cette utilisation s'exercera dans le strict respect des droits moraux de l'auteur.

Article 5 : Espèces exotiques envahissantes

Le pétitionnaire prendra toutes les précautions préalables nécessaires au regard des espèces envahissantes en conformité avec le Règlement (UE) du Parlement Européen et du Conseil n°1143/2014 du 22 octobre 2014 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes et le Règlement d'exécution n°2016/1141 de la commission du 13 juillet 2016 adoptant une liste des espèces exotiques envahissantes préoccupantes pour l'Union conformément au règlement n°1143/2014.

Article 6 : Durée de validité de la dérogation

La présente dérogation est valable à compter de la date de notification du présent arrêté jusqu'au 31 août 2042 et permet la réalisation des activités visées aux articles 2 et 4.

Article 7 : Autres procédures

La présente décision ne dispense pas de l'obtention d'autres accords ou autorisations par ailleurs nécessaires pour la réalisation de l'opération sus-mentionnée.

Article 8 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre des dispositions définies aux articles 2 et 4 peut faire l'objet des contrôles prévus à l'article L.170-1 du code de l'environnement par les agents chargés de constater les manquements aux prescriptions prévues au présent arrêté ou les infractions mentionnées à l'article L.415-3 du code de l'environnement.

Article 9 : Sanctions

Le non-respect du présent arrêté est passible des mesures et sanctions définies aux articles L.171-8 et L.415-3 du code de l'environnement.

Article 10 : Publication - Notification

Le dossier de demande de dérogation au régime de protection des espèces est consultable à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne-Franche-Comté, service Biodiversité Eau Patrimoine.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Côte-d'Or et notifié au bénéficiaire.

Article 11 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 12 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Dijon :

- par le bénéficiaire, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ;
- par les tiers, dans un délai de 2 mois à compter de la publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Côte-d'Or.

Article 13 : Exécution

M. le Secrétaire Général de la préfecture de la Côte-d'Or et M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne-Franche-Comté, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera transmise à :

- M. le Préfet de la Côte-d'Or,
- M. le Directeur départemental des territoires de la Côte-d'Or,
- M. le Commandant du groupement de gendarmerie de la Côte-d'Or,
- M. le Chef du service départemental de l'ONCFS de Côte-d'Or,
- M. le Chef du service départemental de l'Agence Française de la Biodiversité de Côte-d'Or,
- M. le Directeur de l'ONF de la Côte-d'Or.

Fait à Besançon, le 24 OCT. 2017

Pour la Préfète et par délégation

le Directeur régional

Pour le Directeur régional,
Le Chef du service biodiversité eau, patrimoine
Hugues SORY

ANNEXE 1:
Projet initial avec identification des éléments modifiés pour éviter au maximum les impacts
sur les chiroptères et sur le Cuivré des marais



Projet actuel : Déplacement d'un bassin sur la zone Nord afin de limiter l'impact sur les prairies humides à Cuivrés des marais



Projet actuel : Déplacement et modification de la forme de deux bassins sur la zone Sud afin de limiter l'impact sur les milieux forestiers et gîtes à chauves-souris,



Annexe 2 :

Plan de Localisation des Haies



Annexe 3

Mesures compensatoires et de réduction d'impacts

